

## **Sujet du mois d'octobre 2018**

### **Quelle réponse face à la violence au sein des établissements scolaires ?**

Racket, incendies, vandalisme, bombes artisanales, rixe, trafic, braquage et caillassage des enseignants, un quotidien de violence impacte le fonctionnement des établissements scolaires. Le corps enseignant est aux premières loges de la délinquance juvénile. Celle-ci suit trois tendances : elle augmente, l'âge recule, les faits sont de plus en plus violents. C'est le constat relevé par les procureurs en 2016 : à Boulogne-sur-Mer, 58 % des délinquants sont mineurs (La Voix du Nord-15/02/16). Dans les Ardennes, c'est une véritable explosion, sur 1 800 faits, 900 l'ont été par des mineurs (L'Union-05/12/16). Il sont mis également en cause dans plus de 1 000 procédures dans le Gard et surtout dans les infractions graves, indique la procureure de Nîmes (Midi Libre-06/02/16)

A peine deux mois après la rentrée, la vidéo du braquage d'une enseignante au lycée Edouard-Branly de Créteil (Val-de-Marne), le 21 octobre, par un élève armé a fait le tour des réseaux sociaux et déclenché des dizaines de milliers de témoignages de professeurs dénonçant l'absence de soutien de la part de leur hiérarchie et un sentiment d'abandon.

En outre, plusieurs rixes entre bandes rivales ont eu lieu aux abords des établissements scolaires du Val-de-Marne, au lycée Léon Blum à Créteil le 18 octobre faisant deux blessés, dont un grave et huit adolescents ont été interpellés.

La moitié des enseignants du lycée Trégey, quartier de Benauges à Bordeaux (Gironde) étaient en grève au 16 octobre pour protester contre le comportement violent de certains élèves.

Le 4 octobre, quatre élèves du lycée Robert-Schuman du Havre (Seine-Maritime) ont été placés en garde-à-vue pour avoir également braqué leurs professeurs de mathématiques et d'anglais avec une arme factice. Là aussi, l'un d'entre eux a filmé la scène pour la diffuser ensuite sur les réseaux sociaux. Le même jour, c'est une surveillante du collège Pierre-Flamens à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) qui est blessée.

Ces faits ne sont pas exceptionnels. Chaque mois apporte son lot d'incidents graves et cela dure depuis très longtemps.

Septembre 2018 : incendie volontaire d'une école primaire à Saint-Sever (Landes). Interpellation de deux collégiens de 14 ans à Valence (Drôme) pour racket. Aggression d'un lycéen à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) par plusieurs jeunes, armés de couteaux et d'un marteau, qui se sont introduits dans l'établissement.

Juillet 2018 : quinze classes sont incendiées dans une école de Oissel (Seine-Maritime), onze classes détruites à l'école maternelle Victor-Hugo à Gagny (Seine-Saint-Denis), la moitié de l'école incendiée à Saint-Denis-de-Pile (Gironde).

Jun 2018 : condamnation à six mois de prison ferme pour un jeune de 18 ans ayant frappé à la tête un élève à coups de marteau dans un lycée de Draveil (Essonne). Intervention de la police pour empêcher une rixe opposant une trentaine d'élèves à Trappes (Yvelines). Explosion pendant la nuit de plusieurs petites bombes artisanales au lycée professionnel agricole Gilbert-Martin du Neubourg. Trois élèves ont reconnu les faits.

Mai 2018 : tentative d'enlèvement en voiture par des membres d'une bande rivale d'un élève qui a dû se réfugier dans son lycée Louis-Armand à Yerres. La présence policière est renforcée aux abords après cette supposée tentative.

Avril 2018 : grève des enseignants du lycée professionnel Tristan-Bernard de Besançon où la revente de produits illicites pollue la vie de l'établissement. Quatre jeunes interpellés pour avoir roué de coups un adolescent à la sortie du collège de Verson, près de Caen (Calvados), lequel s'est vu prescrire 30 jours d'ITT. Trois élèves de seconde du lycée professionnel de Saint-Exupéry à Limoges interpellés et placés en garde-à-vue après la découverte d'une arme factice en leur possession.

Mars 2018 : même cri d'alarme des enseignants des lycées Suger, Paul Eluard de Saint-Denis tout comme au lycée Maurice Utrillo de Stains qui ont exercé leur droit de retrait.

Février : interpellation de huit élèves, âgés de 11 à 12 ans, du collège Raoul-Blanchard à Annecy (Haute-Savoie) pour dégradations, racket et violence. Intervention de la police pour empêcher une rixe au collège Perrin de Beauvais (Oise), et exfiltrer un collégien, visiblement menacé. Violente agression d'un lycéen devant son établissement à Versailles (Yvelines) par trois individus, tous très défavorablement connus des services de police.

Janvier 2018 : actes de vandalisme au collège du Val d'Aure à Caumont-sur-Aure (Calvados) 50 kg de nourriture ont dû être jetés. Les intrusions et dégradations y sont fréquentes selon la Principale. Des dégâts également importants et notamment la perte de dossiers scolaires dans l'incendie volontaire des bureaux des surveillants et de la conseillère principale d'éducation du collège Pascal Paoli. 200 élèves ont dû être évacués au collège Saint-Exupéry de Montceau-les-Mines après un incendie déclaré dans les toilettes.

Ce ne sont que des exemples parmi une longue suite d'actes criminels. La médiatisation récente ne peut cacher le fait que les enseignants travaillent dans des conditions décentes depuis trop longtemps.

Il est temps que les pouvoirs publics répondent aux nombreuses alertes des enseignants sur l'impossibilité de faire face à cette violence et sur les conséquences quant à l'exercice de leur fonction au regard de telles conditions. La création de postes de sécurité, la nomination d'anciens responsables de sécurité aux postes clés des établissements semblent être le début de réponse apportée, mais la situation ne s'améliorera pas si un changement radical de politique pénale n'est pas mis en place.